

# LE SPECTATEUR

DE

## L'ORIENT.

---

---

Livr. 20. — 10 (22) Juin, 1854.

---

---

### De l'île de Chypre.

— — —

Un phénomène très curieux dans l'histoire de la Grèce antique, c'est l'immense étendue de côtes que le peuple grec, avant de devenir conquérant, s'est approprié par le seul fait de colonisations successives. Ce qui est encore plus digne de remarque, c'est que ces colonies ne partaient pas d'un centre commun ; car, dans l'antiquité, l'union manque presque toujours au peuple grec. Il n'a jamais formé, avant l'époque macédonienne, un seul corps de nation compacte, soumis aux mêmes lois et à un seul gouvernement. C'étaient de petits états, des villes, des municipalités indépendantes les unes des autres, qui toutes se développèrent séparément et arrivèrent à un haut degré de

civilisation, et plusieurs atteignirent ce perfectionnement dans toutes les branches des connaissances humaines, qui a servi et sert aujourd'hui encore de base au progrès scientifique et littéraire de tous les peuples civilisés, et qui fera de tout temps l'admiration de l'univers. Quelques institutions, telles que le congrès amphictyonien, les jeux Olympiques, Pytiques, Isthmiques et Neméens, sont les seuls liens, liens biens faibles sans doute, de la nationalité hellénique. Cette absence d'une action commune doit être, nous n'en doutons pas, la principale cause qui empêcha le peuple grec proprement dit, d'absorber toutes les populations qui habitaient la grande péninsule limitée au nord par le Danube. Bien plus, ce peuple contestait parfois la nationalité grecque, et affectait de ne voir que des barbares, même dans les Epirotes et les Macédoniens. On dirait qu'il avait la terre ferme en horreur, et que son unique élément était la mer. Cette fatale tendance à longer les côtes avait pris en effet des proportions immenses. La Sicile et l'Italie Méridionale, appelée grande Grèce, toutes les côtes de l'Asie Mineure, et de la Thrace, et une grande partie de celles de la mer Noire, Cyrène et Afrique, Massalia (Marseille) et plusieurs autres villes dans les Gaules, une grande partie des côtes de l'Illyrie et toutes les îles en deçà de la Sicile, voilà l'immense étendue de terrain qu'occupait, avant Alexandre le Grand, la nation hellénique par l'éparpillement de sa population.

La plus grande des îles helléniques après la Sicile, et qui malgré son éloignement du centre commun conserve aujourd'hui encore sa population grecque, c'est l'île de Chypre. Située, comme on sait, au fond de la Méditerranée,

faisant face au nord à la Pamphylie et à la Cilicie, à l'est à la Syrie et à la Phénicie, et au sud à l'Égypte, cette île, occupée dans l'antiquité la plus reculée, en partie au moins, par des Phéniciens, fut peu à peu envahie par des Grecs. On prétend même que son nom (Kypros) lui vient des Phéniciens, par suite des mines de cuivre qu'elle possède. C'était le séjour favori de Vénus, l'Aphrodite des anciens. La déesse grecque portait aussi, depuis les temps les plus reculés, le surnom de Cypris; mille passages dans Homère et les autres poètes les plus anciens, l'attestent. Ses villes, ses montagnes, ses rivières reçurent des noms grecs. Lapathos était une colonie de Lacédémoniens, Salamine, patrie de l'historien Aristos, fut fondée par Teucus, frère du grand Ajax et fils de Telamon, roi de l'île de Salamine dans le golfe d'Attique. Courion, était une colonie d'Argiens, et Soloe Σόλοι, fut fondée par les Athéniens Phalère et Acamas. Paphos était aussi une des villes les plus célèbres de cette île, également renommée pour le temple d'Aphrodite Acrée (*la Venus du sommet*), fameux dans l'antiquité et situé sur le sommet du mont Olympe, temple dont non seulement l'entrée, mais la vue même était interdite aux femmes, ἀδουτον γυναιξί και ἀόρατον, dit Strabon. Enfin, n'oublions pas la ville de Cition, patrie du médecin Apollonius, et célèbre pour avoir donné le jour au philosophe Zénon, le fondateur de la philosophie Stoïcienne.

Anciennement, l'île de Chypre était divisée en petits royaumes qui ont tour à tour subi l'influence de l'Égypte, de la Perse et des Grecs. Lors de l'expédition d'Alexandre le Grand en Asie, tous les petits potentats de l'île reconnaissaient la suzeraineté du roi de la Perse; mais lors

du siège de Tyrus, ils se rallièrent à la cause grecque, et mirent leur flotte, composée de 120 voiles, sous les ordres du conquérant grec. Après le partage de l'immense Empire fondé par Alexandre, Chypre subit la domination des Ptolemées de l'Égypte, ensuite celle des Romains; conquise à la république par Caton d'Utique, elle fut incorporée à l'Empire romain, et passa ensuite sous la domination de Byzance. Si elle a donné des philosophes à l'antiquité, elle fut aussi la patrie de plusieurs pères de l'Église, et entr'autres de S. Spiridion et de S. Epiphane. Envahie sous Omar par les Arabes, elle repassa après une occupation passagère, aux Byzantins, qui la gardèrent jusqu'à la fin du XII siècle.

Les limites de ce travail, dont le but est de donner quelques renseignements statistiques sur l'état actuel de Chypre, ne nous permettent pas d'en tracer l'histoire. Notre seul but est de montrer que cette île, toute grecque aujourd'hui même, l'était aussi dans l'antiquité. Elle resta telle malgré une possession passagère par les Arabes, et une occupation de plusieurs siècles par les Francs et les Vénitiens. En 1191, l'île de Chypre fut ravie aux Byzantins par Richard Cœur-de-Lion. Il est bien étrange que ce soit un roi d'Angleterre qui en ait fait la conquête au profit de la maison française de Lusignan. Elle passa rapidement de Richard aux Templiers, et de ceux-ci à Guy de Lusignan, roi de Jérusalem, qui y fonda une dynastie. « Le roi anglais, dit M. Finlay dans son histoire de la Grèce, convertit Chypre en un royaume féodal. Il traita les propriétés des habitans tout comme les Goths et les Vandales ont traité celles des habitans des provinces romaines. Les Grecs

» durent abandonner la moitié de leurs possessions territoriales au souverain, qui les céda à ses vassaux, dans le but de fonder un établissement féodal, en donnant à un certain nombre de croisés des fiefs sur toute l'étendue de l'île.... Ainsi fut introduit le système de la féodalité parmi le peuple hellénique: Richard Cœur-de-Lion, qui ne resta que quelques mois en possession de sa conquête, y fonda un pouvoir qui dura plusieurs siècles, et qui passa alternativement à plusieurs nations étrangères, lesquelles, à partir de cette époque jusqu'à ce jour, ont traité les Grecs de Chypre plutôt en serfs qu'en sujets. »

Après avoir raconté l'émigration de plusieurs milliers de familles grecques, la création, sous Guy de Lusignan, de nouveaux fiefs en faveur de trois cent cinquante chevaliers et barons, et l'établissement d'un nombre considérable de latins dans les villes, M. Finlay ajoute: « Des évêques et des prêtres latins furent mis en possession de tous les diocèses et de toutes les paroisses, et les Grecs les accusent d'avoir voulu les forcer, par les plus atroces persécutions, à adopter le rite et les cérémonies des catholiques. »

La dynastie des Lusignan régna sur l'île de Chypre de 1192 à 1473. A la mort de Jacques, seizième roi, les Vénitiens mirent d'abord des garnisons dans les villes de l'île, et s'en emparèrent définitivement en 1489, en vertu de la cession que leur en fit la reine Cathérine Cornaro. Ils la gardèrent jusqu'en 1570-71 lors qu'elle fut définitivement conquise par les Turcs.

Nous avons cité à dessein deux passages de l'ouvrage de M. Finlay. Chypre fut pendant plus de quatre

siècles sous la domination des latins ; c'est un roi anglais qui y introduisit la féodalité ; il paraît que la passion qu'ont les Anglais de doter tous les pays du monde de constitutions à l'instar de la leur, date de loin. A peine maître de l'île, le roi Richard lui fit subir ce que son aïeul, Guillaume le conquérant, avait fait subir à l'Angleterre. Quoiqu'il en soit, le roi français, Guy de Lusignan, ne manqua pas de persévérer dans la voie tracée. Aussi s'empressa-t-il de créer 350 (ou 300 d'après M. Buchon) nouveaux fiefs, et, en provoquant l'immigration d'un nombre considérable de latins dans les villes, jeta les fondemens d'une bourgeoisie latine. Dès lors il ne resta plus aux bourgeois grecs qu'à fuir, et aux propriétaires spoliés, qu'à devenir les serfs de leurs nouveaux maîtres. Mais ce ne fut pas assez ; il ne leur restait plus qu'une seule liberté, celle de la conscience. Elle leur fut aussi brutalement enlevée. Ceux qui ont traversé les mers pour arracher des mains des infidèles le Saint-Sépulcre du Christ, ont porté les coups les plus rudes au Christianisme en Orient. Ce sont eux qui ont préparé la voie aux Turcs ; ils ont détruit des provinces florissantes et heureuses, ils ont assis sur leurs ruines le système féodal, il y ont créé des duchés, des principautés, des baronnies ; ils ont corroboré leur système politique par l'institution d'une hiérarchie religieuse latine : ils ont fondé des couvens, érigé des évêchés, établi des cures ; ils ont employé tous les moyens pour détruire l'erreur de Photius, comme disait naguère Monseigneur l'archevêque de Paris, et au lieu d'exterminer les infidèles, ils ont réduit les Chrétiens à l'esclavage, ils ont sapé les fondemens de l'Empire grec, ils ont de leur propres mains,

opéré la dissolution d'une grande nation homogène, la nation hellénique, qui dans l'antiquité, avait éclairé le monde, qui plus tard y propagea la divine parole du Christ, et qui, dans des temps plus modernes, servait à l'Occident de rempart contre les Arabes. L'île de Chypre, comme nous venons de le voir, fut pendant plus de quatre siècles entre leurs mains. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Où sont les vestiges de la longue occupation des Francs, des Latins en Orient ? La grande avalanche a tout englouti. De baronnies, pas de traces, pas le moindre souvenir ; de la population latine ou latinisée, quelques milliers d'âmes répandues dans les îles de l'Archipel. L'ouragan a emporté tout ce qui était venu de l'Occident. Seul, le peuple grec s'est conservé avec ses traditions religieuses, malgré l'oppression inouïe de quatre siècles qui succéda à celle des Francs.

Il y a dans tout ceci un grand enseignement : c'est que rien de stable ne saurait être créé en Orient par l'Occident. Le peuple grec, unique intermédiaire entre les deux moitiés du monde, possède seul en soi les élémens de sa régénération future ; c'est à lui que Dieu a confié la mission de civiliser l'Orient. C'est lui qui est le dépositaire des seules traditions religieuses qui viendront peu à peu se substituer à l'erreur du faux Prophète. Si l'histoire sert à quelque chose, si dans les événemens passés on doit chercher des avertissemens pour l'avenir, qu'on étudie les deux dominations de l'Occident sur l'Orient, la domination romaine et la domination franque. Qu'en reste-t-il ? Cette Rome qui a civilisé tout l'Occident, dont la langue forme le noyau de quatre langues modernes, a été impuissante dans l'Orient. La race indigène, la nation

hellénique, a tout absorbé, tout jusqu'à la dignité impériale. Les Francs, les Latins du moyen-âge y ont introduit leur hiérarchie religieuse et leur constitution civile. Ils ont francisé une à une les provinces de l'Empire ; ils ont été, pendant 69 ans, en possession du trône impérial. Qu'ont-ils laissé après une occupation de plusieurs siècles?

Et lorsque cette nuée de Barons et de Chevaliers franes s'est ruée sur l'Empire grec, combien de prélats, pour encourager ces preux à l'œuvre de l'extirpation de l'erreur de Photius ne se sont-ils pas écrié : *Dieu le veut !*

Mais revenons à l'île de Chypre que nous avons laissée au pouvoir des Vénitiens. La condition des Grecs n'était pas alors très-digne d'envie; le Sénat protégeait les nobles Vénitiens et les nobles Chypriotes (probablement les descendants des Chevaliers et des Barons venus avec Richard et les Lusignan), et leur permettait d'exercer toute sorte d'oppression sur le peuple de l'île, qui, privé de toute liberté, forcé de nourrir par son travail une noblesse orgueilleuse et rapace, voyait avec une triste et morne indifférence, la prochaine invasion de l'île par les Turcs (1). C'est en Août 1570, sous le règne de Selim, fils de Soleiman le magnifique, que les troupes turques, commandées par Moustapha pacha, débarquèrent sur l'île de

(1) Ma il popolo se ne viveva in poco lieta condizione, gravato dalla potenza, e spesse volte ancora dalla prepotenza dei nobili. Né il governo della republica, trattandosi di un paese assai lontano e di difficile possessione, curava o prendeva in mano la tutela dei popolani, inclinato piuttosto a favorire la nobiltà, nella quale consisteva il principal nervo dell'isola. Per la qual cosa, se i nobili vi erano pronti, ed in fatti prontissimi erano, a fare ogni sforzo in favore di Venezia, i popolani si mostravano anzi rimessi e freddi che no, non vedendo che vi fosse tra il freno turco e il doppio freno della nobiltà veneta e cipriotta gran differenza. Storia d'Italia, continuata da quella del Guicciardini, di Carlo Botta, Tomo II pag. 60.

Chypre. Le fort de Leftari s'était rendu à la première sommation, et les Vénitiens, voulant prévenir la contagion d'un pareil exemple, tirèrent une vengeance éclatante. Ils surprirent la place pendant la nuit, dit l'historien Hammer, massacrèrent la plupart des habitans (chrétiens grecs) et entraînent les femmes et les enfans dans les montagnes. Voilà la manière dont la république traitait les Chrétiens de l'île, qui pourtant lui fournissaient un corps de milices commandé par les frères Singlitico. Des soldats grecs, ou des grecs du peuple, selon l'historien Carlo Botta, accompagnèrent le comte Piovena dans une sortie qu'il fit de Nicosie pour détruire les ouvrages des Turcs. A la prise de cette place, vingt mille hommes périrent ; un nombre très-considérable, surtout de femmes et de jeunes filles, furent menées en esclavage (a), et l'on comprend aisement que la presque totalité de ces victimes étaient des Grecs. Pendant huit jours, le meurtre et le pillage se déchainèrent sur la malheureuse ville, dit Hammer. C'est là qu'une femme héroïque, vénitienne ou grecque, mit le feu au vaisseau amiral qui sauta en l'air avec deux autres, et mille jeunes captives échappèrent par la mort au déshonneur et à l'esclavage.

La conquête de l'île se termina dans les premiers mois de 1571 par la prise de Famagosta, célèbre pour l'héroïque défense des assiégés et l'horrible supplice que Moustapha pacha, au mépris des conditions de la capitulation, fit éprouver au commandant vénitien, Marc Antoine Bragadino. Cette héroïque garnison de 7 mille hommes, était selon Hammer, composée, moitié d'italiens

(a) Carlo Botta, Tom. 2. pag. 60.

et moitié de grecs ; selon Carlo Botta, elle était composée de 3500 italiens de deux mille hommes du district de la ville, de 500 stradiotes, et de 1,400 grecs des alentours.

Ainsi, malgré la condition de serfs à laquelle le régime franc et vénitien avait condamné les grecs, malgré l'indifférence qu'ils étaient réduits à éprouver pour tout changement de maître, malgré la cruelle punition qui fut infligée par les Vénitiens aux habitans de Lestari, pour avoir cédé devant l'armée formidable des Turcs, ils ont partagé, ou l'a vu, toute la gloire et tous les dangers des Vénitiens, à Nicosie et à Famagosta. Ils ont oublié, et l'oppression de leurs maîtres, et la différence du rite ; ils ont noblement versé leur sang sous l'étendard de la croix contre le croissant.

Depuis cette conquête, le sort des Chrétiens de Chypre fut celui de tous les Chrétiens des provinces qui furent conquises par les Turcs. Ceux qui avaient échappé au massacre et à l'esclavage, furent soumis à la honteuse capitation, et ils devinrent rayas de la S. Porte.

Nous ne pouvons pas omettre ici les cruautés exercées en 1821, lors de la révolution grecque, par les Turcs de Chypre contre les Chrétiens. Nous empruntons les détails qui vont suivre à un ouvrage qui honore notre patrie, et qui se distingue surtout par sa modération et son impartialité, l'histoire de la révolution grecque par M. Spiridion Tricoupi.

La révolution ayant éclaté dans les principautés Danubiennes et dans le Péloponnèse, la S. Porte fit passer des troupes sur l'île de Chypre et donna au gouverneur pleins pouvoirs de faire mourir tous les chrétiens qu'il croirait dangereux. Ces ordres furent communiqués se-

crètement aux habitans turcs. Le gouverneur voulait faire périr l'archevêque métropolitain, les trois évêques, et quelques primats, mais les Turcs préparèrent de longues listes comprenant tous les chrétiens qui, soit par leur fortune, soit par leurs talents pouvaient exercer une influence quelconque sur leurs corréligionnaires, et dans ces listes, remarque très-judicieusement M. Tricoupi, chaque Turc s'empressait naturellement de mettre le nom de son ennemi personnel, ou bien de celui dont la fortune tentait sa cupidité. Sur ces entrefaites, l'archimandrite Cyprien Thésée, fit répandre dans l'île des proclamations révolutionnaires ; le gouverneur le sut, et adoptant alors l'idée des habitans turcs, convoqua à Nicosie les évêques et tous les primats de l'île, sous le prétexte de se concerter pour soumettre à la S. Porte une adresse de fidélité. La plupart donnèrent dans le piège, et ceux qui s'abstinrent, sans toutefois se cacher, furent chargés de fers et amenés à Nicosie. Le carnage commença le 6 juillet. L'archevêque métropolitain fut pendu, et les évêques furent décapités sur la grande place de Nicosie ainsi que quelques primats ; leurs cadavres restèrent plusieurs jours sans sépulture. Le carnage continua le lendemain et dura un mois entier. Deux cents primats furent massacrés, les autres furent assez heureux pour se réfugier dans les consulats, mais toutes les propriétés des uns et des autres furent confisquées et vendues.

Cette boucherie n'était qu'une simple mesure de précaution de la part du gouvernement turc.

La population actuelle de l'île de Chypre ne s'élève guère qu'à 120,000, ou suivant d'autres, à 180,000

âmes. Le premier chiffre a été extrait d'une brochure sur l'île de Chypre, par M. Margariti, ancien consul de Grèce, le second nous a été fourni par un voyageur qui a parcouru dernièrement toute l'île. Quoiqu'il en soit, la proportion entre musulmans et chrétiens grecs, est à peu près d'un à trois et demi, et on peut admettre une population de 25 à 30,000 mahométans et de 95 à 105,000 chrétiens de race grecque ; il y a en outre environ 1,000 maronites, 500 catholiques romains et 200 arméniens.

Toute l'île est divisée administrativement en treize districts, outre celui de Nicosie, qui est la capitale. L'Archevêque, qui est indépendant du siège patriarcal de Constantinople, a sous sa juridiction trois évêques suffragans, les évêques de Paphos, de Cition et de Cerynie. Elle renferme également plusieurs couvents.

Les Grecs de Chypre n'ont pas négligé l'instruction publique. Il y a des écoles supérieures à Nicossie, à Larnax, à Lémessos et au couvent de Kykos, et onze écoles primaires en différens endroits de l'île. Tous ces établissemens sont entretenus aux frais du clergé et des primats chrétiens ; l'administration turque n'y est pour rien. Les rayas en Turquie sont chargés de lourds impôts, soumis à des vexations, à des humiliations de toute sorte. Et pourtant, ce sont eux encore qui doivent se cotiser pour subvenir aux frais de leur culte et de l'instruction de leurs enfans.

Plusieurs jeunes gens de Chypre fréquentent les universités de l'Europe et celle d'Athènes, et il existe actuellement, dans le royaume de Grèce, plusieurs Chypriotes distingués par leurs talens et par leur capacité.

Le gouvernement turc tire annuellement de l'île de

Chypre 7 à 8 millions de piastres, provenant de la capitation, (*haratch*), de l'impôt foncier, d'un droit spécial sur la soie, des droits de douanes, de l'impôt sur le sel et de divers autres droits.

Cette île très favorisée et extrêmement fertile, est riche en produits de toute espèce. Si au lieu d'appartenir aux Turcs, elle faisait partie d'un grand état grec, elle deviendrait une des contrées les plus fortunées de la terre. Est-il donc nécessaire de mentionner son vin exquis, si recherché partout ? Elle produit des céréales, du coton, de la soie, de la garance, du lin et du chanvre, du tabac, de la laine, des caroubes d'une excellente qualité, des fruits secs, et divers autres produits d'une moindre importance.

L'industrie y est dans l'enfance. On y fabrique pourtant des tissus de soie et de lin, des chaises de paille, des pâtes et de l'eau de vie ; il y a aussi plusieurs tanneries.

L'île de Chypre, ne possède presque pas de marine marchande, car elle n'a qu'un petit nombre de voiles pour le petit cabotage ; mais elle est fréquentée par des navires de toutes les nations, et on évalue à 1,300,000 fr. la valeur de l'exportation annuelle, sans comprendre les produits exportés pour les autres parties de l'empire turc, et la valeur de l'importation à 1,100,000 fr. Les importations consistent principalement en tissus divers, coloniaux, fers anglais et autres objets.

Cette île, un des endroits les plus fertiles du globe, soumise à un régime abrutissant, ne demande qu'un gouvernement chrétien et national pour se relever. Espérons, pour l'honneur de l'humanité, qu'un jour viendra où l'île de Chypre fera partie de l'empire chrétien restauré.

## L'occupation du Pirée.

Les paroles menaçantes du *Moniteur* n'ont pas tardé à se traduire en actes d'hostilité. Nous avons vu du haut de l'Acropole l'aigle napoléonienne s'abattre sur les collines du Pirée.

Il y a déjà bien des siècles, qu'un roi d'Athènes montait à cette même Acropole, là justement où s'élève aujourd'hui le temple de la *Victoire sans ailes* ; et en voyant revenir de Crète un vaisseau aux voiles noires, il se donnait la mort. Est-ce que nous aussi, en voyant venir armés contre nous par la colère de l'Occident ces vaisseaux aux noirs panaches, nous devons désespérer de notre cause et nous précipiter du haut de ce rocher ? Si le roi Égée avait eu plus de confiance en Dieu, s'il avait attendu encore un peu, il aurait bientôt appris que ce vaisseau ne contenait pas, comme il l'avait cru d'après une apparence trompeuse, le cadavre de son fils Thésée, mais qu'il portait Thésée vivant et vainqueur.

N'imitons pas la précipitation de ce bon Roi ; ayons confiance dans la providence divine qui nous a donné des preuves infinies qu'elle veille sur les destinées de notre race ; répétons avec l'immortel compatriote de ces mêmes soldats qui campent au Pirée : *l'homme s'agite et Dieu le mène*. Sans doute, c'est un grand malheur que notre territoire ait été violé ; c'est un malheur encore plus grand que l'Occident soit irrité contre nous, et que sa colère soit arrivée à un tel paroxysme, que les deux grandes puissances maritimes, qui se vantent d'être à la tête de la civilisation, ne puissent plus distinguer les bornes qui séparent le juste de l'injuste, et se portent à de tels actes contre un faible état, contre la création de leurs propres mains.

Ce malheur serait une véritable calamité, ce malheur serait irrémédiable et fatal, si nous l'avions mérité ; si la colère de l'Occident était juste ; si la violation de notre territoire était basée sur le droit. Mais comme grâce à Dieu, il n'est rien de tout cela, ce n'est qu'un malheur passager, qu'un malheur apparent ; c'est peut-être une de ces voies mystérieuses par lesquelles la Providence divine aime à déjouer quelquefois les projets des puissances de la terre.

Est-il besoin de prouver que la violation de notre territoire n'est pas conforme aux principes du droit des gens ? En pleine paix, pendant que les ministres de France et d'Angleterre résidaient dans leurs hôtels à Athènes, des troupes françaises et anglaises ont envahi le Pirée, se sont emparées de nos bâtimens de guerre, ont amené notre pavillon, ont forcé notre souverain à changer de ministère. Et même après que notre gouvernement a fait tout ce qu'on a exigé de lui, les troupes étrangères ne quittent pas notre territoire ; on ne fixe même pas l'époque ou les conditions de leur départ.

Quel est le motif qu'on allègue pour justifier cette conduite ? On a, dit-on, les preuves d'une connivence coupable entre le cabinet d'Athènes et le cabinet de St-Petersbourg, par suite de laquelle le gouvernement grec poussait à l'insurrection les sujets chrétiens de la Porte Ottomane. Nous espérons que ces preuves seront produites au grand jour, et nous pourrions alors les discuter. Mais nous sommes sûrs d'avance qu'il n'y pas de preuve d'un traité ou d'un accord secret entre la Grèce et la Russie ; qu'il n'y pas de preuve que notre gouvernement s'était fait l'*auxiliaire stipendié* de l'empereur Nicolas ; et que



toute cette immense accusation ne se fonde que sur les marques de sympathie que le gouvernement a données à l'insurrection de nos frères.

Ainsi, c'est sur de simples soupçons de connivence avec la Russie qu'on nous a condamnés et qu'on nous a punis. On nous a fait en 1854, ce qu'on a fait au Danemark en 1807. Alors aussi, sur le simple soupçon que le gouvernement danois avait l'intention de se coaliser avec la France contre l'Angleterre, le ministère anglais envoya à Copenhague une flotte et des troupes qui, après un bombardement de trois jours, s'emparèrent de la flotte danoise et détruisirent tout ce qu'ils ne purent enlever.

Pour voir ce que l'histoire dira un jour de l'expédition du Pirée, voyons ce qu'elle dit de l'expédition de Copenhague. Ouvrons le livre de M. Thiers et lisons.

L'agent du gouvernement anglais, M. Jackson, chargé d'adresser une sommation au prince royal de Danemark, alors régent du royaume, va le chercher à Kiel, résidence qu'occupait alors la famille royale.

« Introduit auprès du régent, il alléguait de prétendues stipulations secrètes en vertu desquelles le Danemark devait, disait-on, faire partie d'une coalition continentale contre l'Angleterre; il donna comme raison d'agir la nécessité où se trouvait le cabinet britannique de prendre ses précautions pour que les forces navales du Danemark et le passage du Sund ne tombassent pas au pouvoir des Français; et en conséquence il demanda, au nom de son gouvernement, qu'on livrât à l'armée anglaise . . . le port de Copenhague et enfin la flotte elle-même, promettant de garder le tout en dépôt, pour le compte du Danemark, qui serait remis en possession de ce qu'on allait lui enlever, dès que le danger serait passé. M. Jackson assura que le Danemark ne perdrait rien, que l'on se conduirait chez lui en auxiliaires et en amis, que les troupes britanniques payeraient tout ce qu'elles consommeraient.—Et avec quoi, répondit le prince indigné, payeriez-vous notre honneur perdu, si nous adhérons à cette infame proposition? — Le prince continuait . . . M. Jackson répondit à cette

à juste indignation, disant que la guerre était la guerre, qu'il fallait se résigner à ses nécessités, et céder au plus fort quand on était le plus faible. »

Ne dirait-on pas que le langage diplomatique tenu en 1854 au gouvernement d'Athènes n'est qu'une reproduction du syllogisme de M. Jackson? On allègue en 1854 comme en 1807, de prétendues stipulations secrètes en vertu desquelles le roi Othon devait, disait-on, aider la Russie contre la France et l'Angleterre; on donne comme raison d'agir la nécessité où se trouvent ces deux cabinets de prendre leurs précautions pour empêcher le gouvernement grec d'instiguer des insurrections dans les provinces turques, et pour occuper la Grèce comme position stratégique; on assure que la Grèce ne perdra rien, que l'on se conduira chez nous en auxiliaires et en amis, et que les troupes paieront tout ce qu'elles consomment. — Et lorsqu'on demande, comme le prince de Danemark, avec quoi payerez-vous notre honneur perdu, si nous consentons à abandonner au fer des Turcs nos compatriotes soulevés, on va répondre sans doute comme M. Jackson, que la guerre est la guerre, qu'il faut se résigner à ses nécessités, et céder au plus fort quand on est faible.

La seule différence entre 1807 et 1854, entre le Danemark et la Grèce, c'est que les Danois ont répondu à ces sommations par des coups de canon, et que la Grèce n'ayant ni la force, ni la volonté de s'opposer aux demandes mêmes injustes, de ses propres bienfaiteurs, leur a répondu comme le fils du comte Ugolino :

*Tu ne vestisti*

*Queste misere carni, e tu le spoglia.*

Il est vrai que par sa soumission au sort qu'on lui a fait, la Grèce n'a pas eu à subir un bombardement ;

mais pour ceux qui aiment la vie moins que l'honneur, il aurait été préférable d'avoir essayé le feu des canons anglo-français, que le feu des articles du *Moniteur*, où l'on nous dépeint comme un peuple de brigands et de pirates. Il fallait souiller la victime avant de l'immoler. Il fallait nous ôter les sympathies de l'Europe, avant de nous frapper. Braves, qui combattez encore pour une cause condamnée par l'Occident, mais bénie par l'Évangile, sachez qu'on vous appelle des brigands, comme on appelait des *gueux* ceux qui, au XVI<sup>e</sup> siècle se soulevaient dans les Pays-Bas contre la tyrannie espagnole.

\* Le nom de *gueux*, dit M. Edgar Quinet (a), donné indistinctement à toutes les victimes, quoique relevé par elles avec fierté, n'avait pas laissé de produire son effet. Quand on a pu trouver un mot heureux pour flétrir les opprimés, c'est une chose incroyable que la facilité que l'on trouve au près de la conscience humaine. Combien de gens se sont dit en voyant tomber les têtes d'Égmont, de Hornes : après tout, ce sont des *gueux*. \*

Combien de gens se seront dit en lisant dans le journal que la Grèce a été occupée au mépris du droit des gens : après tout, ce sont des pirates !

Nous ne pouvons pas rapporter ici le jugement de M. Thiers sur la politique du ministère anglais dans l'affaire de Danemark ; les expressions dont il fait usage sont si sévères que notre plume se refuse à les appliquer à la politique des deux grandes Puissances que nous aimons et que nous estimons, même lorsqu'elles nous frappent dans leur injuste colère ; et il ne nous reste que d'en appeler de Philippe irrité à Philippe de bonne humeur, et de protester en attendant par la voie de la presse, puisque notre gouvernement n'est pas libre de le faire par la voie diplomatique.

(a) Revue des Deux Mondes, 1er Mai.

Ceux qui nous aiment encore, et il y en a beaucoup en Europe, et qui réprovent dans leur conscience les mesures coercitives que les deux grandes Puissances viennent d'exercer contre la Grèce, nous font cependant le reproche que, quoique les effets de la colère de l'Occident aient dépassé les termes du juste, cette colère n'en était pas moins méritée et légitime en soi ; que nos devoirs de reconnaissance exigeaient de nous de ne pas compliquer la question d'Orient de la question grecque ; de rester tranquilles et de ne pas inquiéter la Turquie pendant que l'Occident avait sur les bras la plus grande affaire qui ait occupé l'Europe après la révolution de 1789, la répression de l'esprit envahissant de la Russie ; que le mouvement de l'Épire et de la Thessalie, dans les circonstances où il s'est produit, était un puissant coup de main donné à l'Empereur Nicolas, et que par là nous nous sommes rendus coupables d'ingratitude.

Nous avons reproduit ce reproche dans toute sa force ; nous allons en démontrer toute l'injustice.

Les personnes bienveillantes, qui nous adressent ce reproche, paraissent supposer que les grandes commotions des peuples ont quelque chose de volontaire et de prémédité, qu'on peut à son aise pousser du doigt en avant et en arrière sur le cadran de l'histoire, l'aiguille qui marque les heures des révolutions.

Les philosophes de l'Occident nous ont enseigné cependant tout le contraire ; ils nous ont démontré que les révolutions des peuples sont la conséquence nécessaire du travail des élémens dont ils se composent.

La révolution de l'Orient est un événement aussi nécessaire, et plus juste même, que la grande révolution d'Oc-

cident en 1789 ; c'est un événement qui se prépare depuis quatre siècles, et dont le travail a commencé le second jour de la conquête ottomane.

C'est depuis ce jour, que les races chrétiennes de l'Orient, ayant à leur tête la race grecque, ont commencé à s'organiser, à préparer leur émancipation ; cette révolution, qui doit être le couronnement de leurs efforts séculaires, est une tradition, une prophétie, un dogme, qui se transmettent en Orient de père en fils avec le sang, la langue, la religion, le malheur.

Et en vertu de la grande loi de la solidarité de la race humaine, de même que la révolution de 1789 était en partie le résultat des idées de la civilisation grecque que le vent de la conquête ottomane avait dispersées au XV siècle sur toute la surface de l'Europe, ainsi cette grande révolution de l'Orient, qui ne vient que de commencer, est en grande partie le fruit des idées sur la liberté, l'égalité, les droits imprescriptibles de l'homme, que la révolution française a semées partout par ses conquêtes et sa propaande. Si l'oreille humaine pouvait démêler la source des sons infinis qui, en s'épousant ensemble, forment ce chœur immense des peuples en Orient demandant à Dieu l'accomplissement de ses promesses, l'œuvre de sa justice infinie, on distinguerait la harpe des prophètes sous les saules de Babylone, la lyre de Tyrtée et de Byron, les voix de Platon et de Mirabeau, le retentissement du canon de Navarin.

Si, à la fin du siècle passé, lorsque d'un bout de l'Europe à l'autre, les peuples se levaient pour revendiquer leurs droits méconnus, pour dépouiller les entraves du moyen âge, la Grèce avait en 100 vaisseaux et

500,000 soldats ; si en faisant cause commune avec les rois absolus, elle se fut adressée aux peuples de l'Occident pour leur dire : « mes intérêts politiques, le succès de mes combinaisons militaires, ma dignité même exigent que vous restiez tranquilles (a) ; rentrez, esclaves, dans vos fers ; si vous bougez, je vous menace de mon courroux : » est-ce que les peuples de l'Occident ne lui auraient pas répondu ? « mère d'Aristote et du syllogisme, pourquoi as-tu oublié la logique ? nous allons mettre en application les leçons de liberté, d'ordre social, que nous avons puisées dans les écrits immortels de tes législateurs, de tes philosophes, et tu oses nous condamner ? Ces grands hommes n'ont jamais écrit ni professé que leurs théories sur la société étaient bonnes, étaient justes seulement pour leurs compatriotes ; que le reste du monde n'avait pas le droit de s'asseoir au grand banquet de la civilisation et de la liberté. Ils ont écrit, ils ont enseigné pour tout le monde ; c'est de ton poète Ménandre que notre Térence a pris cet axiome si profondément chrétien : *homo sum et nihil humani a me alienum puto*. Si la justice, la liberté, la propriété, la famille, l'ordre sont des biens faits pour les hommes, nous y avons le même droit que toi-même ; et nous allons combattre pour les conquérir. »

Et si la Grèce, rougissant d'avoir été prise en contradiction flagrante avec soi-même, leur eût répondu ? « Je conviens de tout cela ; et peut-être aurez-vous par le temps ce que vous souhaitez ; je vais même prier les rois absolus de vous donner quelques libertés ; par exemple, vous aurez le droit de pouvoir témoigner en justice ; je

(a) *Moniteur* du 28 Mai.

ne doute pas que cette bonne nouvelle ne vous remplisse de joie. Bien entendu, cependant, que ce sera une concession spontanée et révocable de vos maîtres, car je ne puis les obliger par un traité synallagmatique à maintenir ce qu'il leur plaira de vous accorder. Vous, de votre côté, pour me témoigner votre reconnaissance pour mes bienfaits anciens, présents et futurs, faites-moi le plaisir de renvoyer au XX siècle votre révolution. »

Quelle aurait été la réplique des peuples à ce langage de la Grèce ?

Lorsque lord Elgin eut le malheur d'exciter la colère de la muse de lord Byron, pour avoir dépouillé le Parthénon, le poète anglais écrivit la *malédiction de Minerve*.

« Pallas lui apparaît en rêve. Des larmes célestes obscurcissent l'éclat de ses yeux bleus, ses yeux les plus beaux de l'Olympe . . . Mortel, dit-elle, la honte qui fait rougir ton front, te proclame Anglais. . . . Nom jadis noble, nom d'un peuple brave et à la tête des peuples libres. . . . Ici bravant la guerre et l'incendie, j'avais vu expirer les efforts de plusieurs tyrannies successives; j'avais échappé aux ravages du Musulman et du Vandale; c'est ta patrie qui m'envoie un ennemi pire que le Vandale et le Musulman. »

Les peuples de l'Occident n'auraient-ils pas dit aussi à la Grèce ? « avec tes les marbres les plus précieux nous avons commencé à élever le Parthénon de la liberté et de la civilisation ; et toi, tu viens disperser les travaux ; tu viens détruire ce que des siècles de patience et de travail avaient construit ! Grèce, nom jadis noble . . . nom d'un peuple brave et à la tête des peuples libres, aujourd'hui méprisée de tous. »

Dans une situation pareille et même plus justifiée, car les peuples de l'Occident ne souffraient pas, avant la révolution française, le dixième des maux que les Chrétiens de l'Orient endurent sous la domination ottomane, ne su-

bissaient pas le joug d'un tyran d'une autre race et d'une autre religion, la Grèce doit désavouer d'abord les anathèmes que Byron dans un accès poétique s'est permis de lancer contre sa noble patrie, qui a donné le jour à tant de philhellènes, y compris Byron lui-même ; elle doit s'adresser ensuite à la justice et à la raison des peuples de l'Occident.

S'il est vrai, comme nous en avons fait la remarque, que les révolutions sont des événements nécessaires et inévitables ; et que la révolution des chrétiens de l'Orient était préparée par un travail de quatre siècles auquel avaient pris part, non seulement ces chrétiens eux-mêmes, mais les occidentaux aussi, par leur livres, leurs universités, leurs encouragemens, par l'expédition de la Morée et la bataille de Navarin, pouvait-on espérer logiquement que ces pays, en entendant le craquement de l'édifice vermoulu de la domination ottomane sous le souffle de la colère russe, que ces masses, sous les flammèches de feu qui, du volcan de la guerre du Danube tombaient sur ces rivages, demeuraient paisibles et soumises, comme lorsque la plus grande affaire de l'Europe était le discours de la couronne ou un changement de ministère ? Et parce que ce qu'on prévoyait a commencé à se réaliser, parce que ce qu'on n'espérait pas n'est pas arrivé, faut-il s'en prendre au peuple grec, et l'accuser d'une coupable ingratitude ?

Et depuis quand a été adopté ce nouveau langage d'après lequel c'est une ingratitude que de chercher la liberté,

*Ch'è si cara*

*Come sa chi per la vita rifiuta ?*

Ce joug ture, qu'on veut maintenir sur nos têtes et

que nous ne pouvons secouer sans mériter le nom d'ingrats, est-il donc plus juste, plus attaché à nos chairs que tous les jougs chrétiens qui sont tombés en Europe devant la colère des peuples ? Que le joug de l'Espagne catholique sur les Pays-Bas protestans, que le joug de l'ancien régime français sur le tiers-état, que le joug de l'Angleterre sur l'Amérique, que le joug de la Hollande sur la Belgique ?

Une conquête ne peut devenir un droit qu'autant que le conquérant et le conquis ne forment à la longue qu'une seule masse, ou au moins, qu'autant que le conquérant se reconnaît des devoirs envers le vaincu, et qu'il ne l'empêche pas de remplir ses devoirs d'homme sur la terre envers son Dieu, sa famille, ses semblables.

Or la conquête turque qui défend au chrétien de bâtir de nouvelles églises, qui se mêle sans cesse dans l'élection de ses patriarches et de ses pasteurs, qui ne songe ni à son éducation, ni à son bien-être, qui ne lui reconnaît ni famille, ni propriété, qui lui tient fermée toute carrière publique, qui, prolongée à l'infini, n'amènerait jamais la fusion des deux races, comment peut-elle devenir une légitimité, quand même cent traités l'auraient reconnue ?

Supposez un homme qui prend un beau matin un enfant du peuple sous sa protection, et lui donne une éducation brillante et complète. L'enfant a profité à merveille des leçons qu'on lui a données ; devenu jeune homme, il veut se lancer dans le monde, il veut devenir un membre utile de la société ; plein de reconnaissance pour son bienfaiteur, il est impatient de lui prouver que l'argent dépensé pour lui n'a pas été jeté par la fenêtre. Cependant ce bienfaiteur qu'il adore, l'appelle un jour dans

son cabinet et lui dit : mon enfant, si tu veux me prouver ta reconnaissance, oublies tout ce que tu as appris ; je t'ai formé pour être un savant ou un poète ou un artiste distingué ; tu deviendras travailleur dans les mines de charbon de terre ; tu travailleras dans les entrailles de la terre, et tu ne verras le soleil qu'une fois par semaine. Il ne te sera plus permis d'ouvrir un livre, de vivre par l'âme ; tu ne vivras que par le corps.

Ce que ce cruel bienfaiteur demande à ce pauvre jeune homme, n'est-ce pas à peu près ce que l'Occident juste et éclairé exige de la race grecque ? L'éducation de l'Occident nous a appris à vivre et à penser en hommes libres ; et il veut que nous vivions et que nous pensions en esclaves ; l'Occident nous a appris à mépriser le Coran, et il veut que nous nous prosternions devant lui ; l'Occident nous a appris à tenir à notre nationalité et à notre civilisation ; et il veut que nous nous fondions avec la race musulmane. Pour la vie morale qu'il nous a donnée, il veut que nous renoncions à tout ce qui rend la vie chère et précieuse !

*Et propter vitam vivendi perdere causas.*

Si cependant l'Autriche, qui doit tout à la Russie, fait semblant d'épouser la cause des deux grandes Puissances maritimes, fait semblant de lever son épée contre la poitrine de son bienfaiteur, alors il n'y a pas de louanges qu'on ne prodigue au cabinet de Vienne ; alors le mot de reconnaissance est rayé du dictionnaire diplomatique ; alors on proclame à haute voix que les états ne doivent consulter dans leur conduite que leurs propres intérêts. Ce qu'on flétrit à Athènes comme une coupable ingratitude, est prôné à Vienne comme le chef-d'œuvre de la

sagesse et de la fermeté politique.

Et encore si cette conduite qu'on exige de nous était absolument nécessaire au bonheur, à l'existence de l'Occident, si notre bien était nécessairement son mal, notre vie sa mort, peut-être pourrions-nous donner au monde cet exemple unique d'abnégation surhumaine, de renoncer, pour l'amour d'autrui, à la liberté, à la vie, au bonheur; peut-être la race grecque pourrait-elle étonner le monde par sa reconnaissance, comme le prince de Schwartzemberg voulait l'étonner par son ingratitude.

Mais lorsqu'il est prouvé déjà que les efforts de l'Occident pour ressusciter la Turquie sont en pure perte; et que seul, un nouvel empire chrétien peut sauver ces malheureux pays de la conquête russe, ou d'un partage qui ramènerait tôt ou tard la guerre et la conquête, nous croyons qu'en travaillant pour la création de cet empire nous ne blessons en rien les intérêts de l'Occident, qu'au contraire, nous sommes les intrépides pionniers de sa civilisation. Ainsi donc, toute la question grecque se réduit à cela: si par reconnaissance nous devons sacrifier notre avenir, lorsque cet avenir de liberté et de civilisation est un bienfait pour l'Europe occidentale, est la seule voie par laquelle la question d'Orient peut être résolue en sa faveur.

Quoique nous soyons ainsi injustement en butte à la colère de l'Occident, ne nous laissons pas de lui donner de bons conseils; démontrons-lui toujours que la voie dans laquelle il marche ne peut profiter qu'à la Russie; et que le jour où l'on a appris à St. Pétersbourg l'occupation du Pirée, on a dû ressentir la même joie qu'à la nouvelle de la bataille de Sinope.

Les puissances occidentales ne pourront pas avoir toujours 200,000 soldats en Orient, ne pourront pas y manifester toujours leurs volontés par la bouche de leurs canons. Le jour viendra où ces soldats rentreront dans leurs foyers; où l'Occident ne pourra plus s'appuyer sur la force, où il devra recourir à l'amour.

Le seul instrument par lequel l'Europe occidentale puisse dominer en temps de paix sur les esprits des chrétiens en Orient, la seule armée permanente par laquelle elle puisse occuper ce pays, c'est le parti occidental.

Nous avons déjà parlé dans ce même recueil de l'histoire, du caractère, de l'avenir de ce parti.

Si l'Occident voyait clair dans ses propres intérêts, tous ses efforts devraient être dirigés à soutenir, à ennoblir, à grandir ce parti, à le rendre prédominant.

Examinons rapidement si le rôle que l'occupation étrangère fait jouer à ce parti, est propre à atteindre ce but.

Quel est le programme du parti occidental?

A l'extérieur, la réalisation de l'idée grecque, l'émancipation de nos frères avec l'aide des puissances occidentales et dans un but hostile à la Russie.

A l'intérieur, le maintien et le développement des libertés constitutionnelles, importées de l'occident et antipathiques à la Russie.

C'est ce programme à la main, c'est en agitant ce drapeau aux yeux des masses, que le parti occidental se proclame le seul parti vraiment grec, vraiment national.

Or, ce parti poussé violemment par l'occupation du 14<sup>26</sup> Mai au timon des affaires, sera obligé par la force des choses à déchirer son drapeau, à rayer une à une les

lignes de son programme, à s'aliéner à jamais les sympathies des masses.

Quant à la question extérieure, il est obligé d'étouffer l'insurrection des provinces limitrophes de l'empire ottoman, de serrer la main de la Turquie rouge encore du sang de nos compatriotes, de mentir à son passé pour ne pas mentir aux ministres de France et d'Angleterre.

Est-ce qu'à l'intérieur, sa position est plus nette, plus conséquente ?

Un ministère constitutionnel doit s'appuyer sur la libre élection du souverain et sur le concours des chambres.

S'il y a lutte entre le souverain et les chambres, le différend est vidé par de nouvelles élections.

Admettons que le ministère actuel ait été amené aux affaires par la libre volonté du roi. Il se trouve devant des chambres qui ont déjà manifesté par des paroles et par des actes, leur sympathie pour la cause de l'insurrection et pour la politique du ministère passé.

D'après les principes constitutionnels, la nouvelle administration doit dissoudre la chambre des députés, doit nommer des sénateurs.

Nous ne doutons pas que le ministère ne puisse changer, par une fournée de sénateurs, la majorité de la chambre haute ; mais nous doutons fort que le peuple grec, qui a donné son argent et son sang pour secourir ses frères de l'Épire et de la Thessalie, qui prie à chaque messe du dimanche pour le succès de leurs armes, envoie à la chambre élective assez des députés favorables à la politique imposée par la force étrangère.

Ainsi, de deux choses l'une ; ou le ministère devra se retirer devant l'improbation nationale, ce qui n'est pas

possible, attendu qu'il est soutenu et obligé de rester en place par une force supérieure ; ou il doit fausser les élections, il doit faire nommer, de gré ou de force, ses amis politiques ; ce qui est également impossible ; attendu que d'après ses principes et ses antécédens, il n'y a pas aux yeux de la grande majorité de ses membres, de crime politique plus grand que celui de faire violence à la volonté nationale.

Le respect du parti occidental pour la liberté de la presse, est aussi un des principes qu'il se plaît à prôner ; mais la presse souffle d'un côté de toute la force de ses poumons sur les flammes de l'insurrection des provinces turques ; de l'autre elle condamne l'occupation étrangère. Il est à craindre que dans cette lutte, où se mêlent tant de passions, le style de cette presse ne soit pas toujours parlementaire, ne soit pas toujours du goût des occupans étrangers, quoique par la même raison elle soit très goûtée par les membres des jurys qui seront appelés à en réprimer les écarts. Le ministère se trouvera sur ce terrain aussi, devant deux écueils ; il devra, ou baillonner la presse, ce qui est contraire à la constitution, ou se heurter contre les gouvernemens des deux grandes puissances.

Et si dans leur désir de trouver des preuves pour condamner l'administration passée et justifier l'occupation, les ambassadeurs étrangers demandaient de connaître d'une manière positive si, et par quels moyens le ministère qui vient de tomber, a provoqué et soutenu l'insurrection des sujets de la Porte ottomane leur alliée, les ministres actuels pourraient-ils répondre tous comme M. de Narbonne à M. Pitt ? « Ce que j'ai vu et su est sacré

« pour moi. Les hommes qui ont touché au gouverne-  
 » ment de leur pays ont contracté une autre dette encore  
 » que celle de la fidélité commune. Ils sont engagés à ce  
 » pays, comme dans notre culte, le prêtre l'est à  
 » l'homme dont il a reçu la confession et vu l'état inté-  
 » rieur; il y a là un secret que rien ne permet de révéler,  
 » ni le malheur, ni même le crime de ceux qui l'ont con-  
 » fié (a). »

Voilà le rôle malheureux, impossible auquel est con-  
 damné ce grand parti occidental, qui compte tant d'hom-  
 mes de cœur et de talent; ce parti qui était l'avenir de  
 l'Occident en Grèce, le pont magnifique élevé par les ef-  
 forts de tant de grands hommes, consacré par le sang  
 de tant d'illustres philhellènes, pour réunir la Grèce à la  
 civilisation occidentale. Pour l'intérêt d'un moment, pour  
 des rancunes passagères, vous brisez dans un accès de  
 colère l'ouvrage de plusieurs siècles; vous brisez la poi-  
 gnée par laquelle l'Orient chrétien pouvait devenir un  
 jour une épée entre vos mains. Ce grand parti, créé  
 à votre image, deviendra par votre politique, odieux à  
 la nation, odieux à vous mêmes; le flot qui l'a apporté  
 aux affaires, reculera épouvanté.

En attendant, puisque l'occupation est un fait accom-  
 pli, voyons s'il n'y a pas moyen d'en tirer quelque bien  
 pour notre cause; à quelque chose malheur est bon.

Ces braves soldats, instruments d'une politique que  
 nous condamnons, deviendront peut-être par la force des  
 choses, les instrumens d'une nouvelle politique, la seule  
 saine, la seule conforme aux intérêts de leur noble patrie.

(a) Villemain, Souvenirs contemporains, ch. V.

Depuis long-temps nous avons souhaité qu'une grande  
 enquête se fit en Orient par l'Europe savante et civilisée;  
 que des milliers d'experts fussent envoyés en Grèce et en  
 Turquie pour examiner de près cet Orient qui est en-  
 core pour la plupart du monde le pays de la fable; pour  
 comparer la race grecque à la race turque, juger en der-  
 nier ressort s'il n'y pas d'éléments pour la restauration de  
 l'empire chrétien.

Voilà notre souhait qui va s'accomplir. Les flottes de  
 la France et de l'Angleterre réunies, suffisent à peine à  
 la tâche de transporter en Orient des milliers de soldats  
 qui ne le parcourront pas à la hâte en touristes, pour re-  
 venir chez eux avec les mêmes préjugés et la même igno-  
 rance des choses et des hommes; mais qui y demeure-  
 ront longtemps, visiteront les cabanes et les palais, ar-  
 roseront ce pays de leurs sueurs et de leur sang. Ils étu-  
 dieront d'abord la race en faveur de laquelle on les en-  
 voie combattre, et ils verront qu'elle ne mérite pas que  
 le meilleur sang chrétien coule pour elle. Ils étudie-  
 ront ensuite la race chrétienne qui les nourrira, les abri-  
 tera sous son toit; qui prie le même Dieu qu'eux, qui  
 est faite à leur image; et ils s'indigneront de voir leur  
 frère traité comme un être inférieur par l'orgueilleux  
 musulman. L'opinion de la grande armée d'Orient sera  
 bientôt l'opinion de l'Europe.

La race grecque est habituée à conquérir ses hôtes.

Elle a conquis les Romains, les Goths, les Slaves; elle  
 en a fait des grecs. Mille races sont venues s'abattre sur  
 ce pays de tous les points de la terre; elles y ont laissé  
 leur langue, leur civilisation, pour adopter la langue et  
 la civilisation grecques. Seuls les Turcs sont restés im-



muables au milieu d'elle ; l'Évangile et le Coran ne pouvaient pas se fondre ensemble.

Cette magie que la Grèce exerce sur ses hôtes, sera-t-elle impuissante sur ces soldats qui viennent de débarquer au Pirée ?

Ils y ont débarqué comme des ennemis, le pistolet au poing ; après peu de jours, ils sont devenus des amis ; à leur départ, ils seront déjà des frères. Ils plaideront notre cause chez eux, bien mieux que le *Spectateur de l'Orient*

R.

### Quinzaine politique du Spectateur.

Au lieu de la neutralité qui avait tout d'abord été imposée au nouveau gouvernement de la Grèce vis-à-vis de l'insurrection, nous avons vu prendre dernièrement des mesures qui laissent peu d'espoir de succès. Les ordres les plus sévères ont été donnés pour rappeler dans leurs foyers tous les sujets Hellènes qui ont pris les armes contre les Turcs, pour interdire les recrutemens de corps francs, pour dégarnir de munitions tous les endroits où ceux-ci pourraient s'en procurer aisément, pour arrêter les soldats de bonne volonté qui essaient de franchir la frontière, pour intercepter toutes les intelligences qui feraient connaître les succès ou les besoins des insurgés, et leur feraient parvenir des avis et des secours. En même temps des émissaires furent envoyés partout où les fisons de l'incendie n'étaient pas encore éteints, menacer ceux qui s'entêteraient dans leur entre-

prise, et par une indulgence plus cruelle encore que la menace, promettre à ceux qui se soumettraient l'amnistie, comme s'ils avaient commis un crime d'être allés mourir sur le champ de l'honneur. Les liens de famille, les intérêts privés, les affections de toute nature, tout, jusqu'à l'autorité de l'église, fut mis en œuvre pour arracher à la cause de l'insurrection ses plus vaillans chefs, et leur principaux adhérens.

Il lui était difficile de tenir tête contre de tels moyens. Les anciens héros prenaient la fuite lorsqu'ils voyaient les Dieux de l'Olympe descendre dans les rangs de leurs ennemis ; de même ces malheureux champions de la liberté devaient renoncer à tout espoir, du moment où ils trouvaient en face d'eux les plus formidables puissances de la terre. Mais c'est surtout lorsqu'ils eurent vu la Grèce ou son gouvernement faire volte-face contre eux, que les armes durent leur tomber des mains. Dès lors l'insurrection dut comprendre qu'il ne lui restait plus qu'à se draper pour mourir, en murmurant, « et toi Brutus aussi ! »

C'est à quoi elle s'est résignée en Macédoine. Le brave Tzami Caratasso, après avoir remporté plusieurs victoires, qui ont montré de quoi il serait capable, sans les obstacles insurmontables qu'on lui opposait, s'est rendu avec bon nombre de ses compagnons d'armes, à un capitaine anglais, qui les prit à son bord, et les fit passer à Chalcis, aidé aussi d'un bateau à vapeur turc. Une lettre écrite par un proche parent du consul d'Angleterre à Salonique, attribue l'insuccès de l'insurrection dans cette province surtout à la vigilance des croisières françaises et anglaises, qui rendait absolument impossible aux in-

surgés de se fournir de dehors d'armes ou de munitions. Dieu avait béni la fonde de David ; mais nos malheureux pères manquaient même de fronde. La tyrannie soupçonneuse leur avait enlevé les armes, surtout depuis qu'elle eût vu pendant leur première révolution, l'usage qu'ils en savaient faire.

En Epire l'insurrection couve encore sous les cendres. Malgré l'inépuisable activité des consuls de Jannina et des autres villes de cette province, malgré l'ineptie signalée de quelques uns des chefs, qui ont tout compromis par leurs ambitions mesquines et par leur prétention, soit réelle soit affectée, d'être activement soutenus par le gouvernement grec, malgré enfin toutes les fautes, toutes les intrigues, tous les malheurs dont l'Epire a été tour à tour le théâtre, on ne peut pas dire d'elle ce qu'on avait dit de Varsovie, que *l'ordre règne en Epire*. Après la dispersion des grands corps, et la désertion de la plupart des chefs, un grand nombre de bandes armées parcourent encore le pays, et ces tisons, sur lesquels on n'a pas encore réussi à mettre le pied, peuvent d'un jour à l'autre rallumer l'incendie, car ce n'est pas la matière inflammable qui fait défaut.

Mais c'est surtout en Thessalie que la révolution s'est montrée tenace et récalcitrante. Tous les efforts pour la réduire y ont avorté jusqu'ici. Le correspondant de Salonique que nous avons cité plus haut, ajoute dans sa lettre, que l'insurrection a de fortes racines en Thessalie, que toute cette province est sous les armes, et surtout les parties montagneuses au nord et à l'ouest, l'Olympe et le Pinde, qui dominent la plaine, et que l'armée turque serait impuissante pour réduire les populations belliqueuses de ce district.

Nous croyons devoir insérer ici la traduction d'une lettre de Calabaca, dont l'original est entre nos mains. Elle contient des détails fort intéressants et quelque peu instructifs sur l'état des chrétiens insurgés. Que ceux qui croient l'insurrection bientôt morte, ou devant l'être, nous passent la satisfaction de lui donner cette oraison funèbre, où les faits sont tous les frais de l'éloquence.

« Calabaca 21 mai (2 juin), au soir.

« Frère !

« Hier après la messe, le révérend évêque de Stagon a chanté le *te Deum* pour l'anniversaire célébré dans ce jour. Le canon a tiré les saluts d'usage, et les acclamations ont duré plus d'une heure. Par un heureux hasard nous avons parmi les témoins de cette fête les envoyés du Pacha de Tricala.

Ali Riza Pacha, gouverneur supérieur de Thessalie a ordonné à Selim Pacha de Tricala, celui que nous avons vaincu ici, d'envoyer en mission auprès du général Chatzipetro l'évêque *in partibus* d'Irinopolis, avec deux primats, Stamulis et Nicolojanniotis, pour nous demander de rendre les cinq canons que nous leur avons pris, et les prisonniers. Le général, tous les chefs, et toute l'armée prirent d'abord cette proposition pour une plaisanterie. Mais un rire homérique s'éleva de tous parts, lorsque nous avons vu que les commissaires parlaient sérieusement. Le général ne daigna même pas répondre à cette proposition. Il paraît que Riza Pacha, nous jugeant sous son point de vue, a voulu se convaincre par ce moyen si l'armée de Calabaca est en effet un ramassis de brigands, ainsi qu'on s'est plu de nous nommer, dans le quel cas

des canons nous seraient inutiles, et pourraient lui être rendus ; il voulait peut-être aussi apprendre si notre armée était vulnérable par des *lances d'or*, et quelle rançon nous accepterions pour les canons. Mais le mépris avec lequel sa proposition fut accueillie, a sans doute éclairé Ali Riza Pacha sur le caractère et les tendances de notre insurrection.

La commission demanda ensuite les prisonniers, et le général se montra empressé à acquiescer à cette proposition, car c'était bien son intention de les rendre à la liberté. Les détracteurs de la Grèce que n'étaient-ils là pour voir ce qui se passa ensuite ? Les malheureux Arabes se jetaient aux pieds des Grecs, plaçaient leur sabre sur leur cou, et les suppliaient de les tuer plutôt que de les rendre aux Turcs. Cette scène inattendue nous émut tous profondément. Mais afin que le Pacha ne pût conserver aucun doute sur la véritable portée de leur conduite, qui leur était dictée par l'aversion qu'ils ressentaient pour le service militaire dans l'armée musulmane, au point de préférer l'esclavage sous les Grecs, nous fîmes venir un Derviche, qui est attaché à notre capitaine Guirouco, et qui parle la langue arabe ; nous adressâmes par son moyen des exhortations aux prisonniers, et nous réussîmes à déterminer cinq des 370 Arabes que nous avons pris au dernier combat, à suivre les commissaires du Pacha. Nous fîmes aussi partir avec la commission un Albanais musulman, chargé de proposer au Pacha de Tricala de nous renvoyer 17 chrétiens dont les Turcs s'étaient emparés en différentes occasions, et qui gémissaient dans des prisons souterraines, en échange de 32 Albanais que nous étions tous prêts à leur livrer. A une

heure après midi les commissaires partirent. Le général les fit escorter par 20 cavaliers de l'escadron de M. Chourmouzy, jusque tout près de Tricala, qui est à trois heures de Calabaca. Vers minuit deux des cinq Arabes que nous avons renvoyés, retournèrent dans notre camp. M. Stravolemi, un vaillant officier de la cavalerie irrégulière, qui parle l'arabe, leur ayant demandé pourquoi ils étaient revenus, ils répondirent : « Si tous nos compatriotes savaient comment vous nous traitez, notre seigneur Selim Pacha ne resterait qu'avec ses deux étalons. » Deux autres Arabes, deux frères, dont l'un est major, l'autre capitaine, ayant su que nous les affranchissions, prièrent le chef par écrit de les renvoyer en Égypte par la Grèce, sans quoi ils préféreraient être tués sur place que de quitter notre camp. En effet nous fournîmes à ces officiers leurs frais de voyage, et nous les fîmes escorter jusqu'à la frontière. Peut-être sont-ils aujourd'hui à Athènes (1). Vous pourrez les questionner ; ils vous donneront de plus amples détails, et vous apprendront plus particulièrement les raisons pour lesquelles ils n'ont pas voulu retourner à Tricala.

Aujourd'hui Selim Pacha, Phrasaris et Zéinel Pacha ont été convoqués en conseil à Larissa, pour arrêter les mesures qu'ils auraient à prendre.

Il est impossible de vous décrire toutes les souffrances que les Albanais font subir aux chrétiens dans les villes. L'évêque de Larisse a présenté à Ali Riza Pacha une pétition des malheureux chrétiens, où ils font mention de 54 vierges et de 28 femmes mariées devenues les vic-

(1) Ils y ont passé en effet.

times de la brutalité de ces sauvages. Ils ont enlevé dans les maisons tous les objets en cuivre, et tout ce qui peut avoir quelque prix. Ces sectateurs du prophète se font livrer journellement par les chrétiens de la ville 2,400 okes (7,200 livres) d'eau de vie, ainsi que toutes leurs provisions. Il n'y a pas une seule maison de chrétiens, qui ne soit occupée par 10 à 20 albanais. Il y en a quatorze dans celle de l'évêque. Riza Pacha, à la lecture de ces rapports, envoya des ordres à Phrasari et à Selim Pacha. Mais les Albanais font fi des ordres du Pacha, et cantonnés dans les maisons des chrétiens, ils se rient des Arabes qui sont campés sous des tentes. Nous voudrions bien que les défenseurs des Turcs pussent prendre connaissance de la pétition des habitans de Tricala, et savoir ce que le Pacha a ordonné et comment ses ordres ont été suivis. Nous voudrions surtout qu'ils pussent venir à Tricala, et dans toutes les villes placées sous les Turcs, pour voir comment les Agas albanais traitent les chrétiens, qui n'oseut jamais sortir de chez eux avant que le soleil soit levé, et qui se renferment bien avant qu'il ne se couche.

Nous avons dû partir de Calabaca à cause de l'infection produite par les cadavres des Turcs. Le 12 et le 13 (14 et 25) mai, 200 prisonniers en ont enterré un grand nombre, mais ils s'en sont lassés à la longue. Ceux qui sont restés privés de sepulture, et il y en a un grand nombre, continuent à infecter l'air, ce qui est dangereux et insupportable dans cette saison de l'année.

Il est tout-à-fait inutile que je vous parle de nouveau du combat que nous avons livré à Calabaca, et de notre triomphe. Nous en connaissons maintenant tous les dé-

tails, et je me bornerai à vous dire qu'il y a eu 1350 Arabes et 360 Albanais de tués, 370 Arabes et 28 Albanais faits prisonniers. Il y a à Tricala 112 Albanais blessés, et les malheureux chrétiens ont dû établir pour eux à leurs frais un hôpital de 112 lits, complètement fournis, avec 16 infirmiers, payés chacun à 100 piastres par mois. Les Arabes ont sept hôpitaux à part, qui contiennent 400 blessés. Aujourd'hui les soldats du brave capitaine Catarachias ont ramassé dans la forêt voisine 2 Arabes, et les ont conduits au camp, chargés sur des mulôts. On leur donna aussitôt du pain; mais ils sont tellement exténués, qu'ils n'avaient pas la force de le marcher. Ce sont de vrais squelettes. Près de cinq cents muriers qui entourent les retranchemens d'où les Turcs ont été expulsés, sont tout-à-fait privés de feuilles, comme si des sauterelles y avaient passé; les malheureux ont dévoré ces feuilles, ainsi que tous les ânes et les mulôts qui leur sont tombés sous la main. Ces retranchemens peuvent contenir 4,000 hommes. A les voir il est impossible de ne pas se persuader qu'ils furent tracés par des Européens.

Th. Zacas, après s'être vaillamment battu à Spélia, a dû s'en retirer, accompagné par toutes les familles qui se sont mises sous sa protection. Avant-hier il livra un nouveau combat à Crania, mais sans un résultat décisif.

Quelques mots sur Calabaca. Cette bourgade est l'antique Stagoi (Gomphoi), et l'évêque suffragant de celui de Larisse, porte le titre de l'évêque de Stagoi. Elle est habitée par 200 familles chrétiennes. La cathédrale en est historique. L'église presque entière est occupée par un grand trône avec deux escaliers, dont l'un à l'ouest

l'autre à l'est. Ce trône fut élevé pour Andronic Paléologue, dont un décret impérial est tracé en grandes lettres sur l'un des parois de l'édifice. Cette ville est située immédiatement audessous des rochers extraordinaires des Météores, qui s'élèvent à une très-grande hauteur, en forme de cônes tronqués. Devant eux s'étend vers le sud la plaine, couverte de mûriers, et bordée à son extrémité orientale par le Pénée, et les deux couvents, de la Trinité et de St Étienne ; enfin à la distance d'une heure on aperçoit quatre autres couvents, ceux de St. Nicolas, de Rossan, de Warlam, et des Météores. On monte à St Étienne par un pont levé ; aux Météores on est hissé dans un filet, et au moyen d'un cabestan, et d'une corde de 50 mètres de long. Le rocher le plus élevé de tous, a à son sommet un plateau assez large, avec une église très-belle et très-remarquable. C'est ici que se trouve le tombeau de l'empereur Jean Cantacuzène, dont le nom monacal était Joasaph. Il n'est pas permis de venir en ces lieux, sans visiter ces travaux curieux de la nature et des hommes. Aux Météores et au couvent de Warlam les femmes ne sont pas admises. Les autres couvents au contraire, ainsi que ceux qui ont été détruits par les Turcs, car il y en avait vingt-quatre, un grand nombre de familles ont trouvé un refuge.

Nous sommes ici au nombre de 5,000 hommes armés ; nous sommes à treize lieues de la frontière hellénique, et nous avançons rapidement. »

Tels sont les derniers faits et gestes des insurgés. Neuf mille hommes de troupes régulières, commandées par quatre pachas, viennent de marcher contre les Thessaliens, et l'on attend d'un moment à l'autre la nouvelle

d'un grand combat qui paraît devoir être décisif pour l'insurrection.

Et cette insurrection s'évanouira-t-elle sans laisser d'autres traces que celles du sang versé par le carnage, que celles des débris des villes incendiées ? Non, elle contient un enseignement pour ceux qui la veulent comprendre. L'Orient ne sera en repos, l'ébullition des éléments qui le composent n'aura cessé, que lorsqu'ils auront pris définitivement la place qui convient à leur gravité spécifique. Les Grecs qui se rangeaient sous le drapeau des Vénitiens, lorsque les Vénitiens se battaient contre les Turcs, qui écoutaient la voix de Cathérine, lorsqu'elle les exhortait à la révolte, qui frappaient à la porte de Napoléon, qui prenaient les armes dans l'espoir qu'ils seraient secondés par l'Empereur Alexandre, qui s'étaient déclarés pour Mehmed Ali, et déployaient déjà le drapeau de l'indépendance, lorsque Mehmed Ali s'était revolté contre le Sultan, qui enfin se soulevèrent dès qu'ils eurent vu la Turquie ébranlée par l'ambassade du comte de Linnaeus, par le discours de L. Stratford et par la guerre russe, les Grecs ne cesseront jamais de saisir toutes les occasions qui leur seront offertes, pour recommencer leur insurrection, et ne renonceront jamais à leur rêve éternel : « a dream that is not all a dream, » — un rêve qui n'est pas tout-à-fait un rêve ; car il a eu déjà plus d'un commencement de réalisation, et qu'il est destiné à devenir une réalité, lorsque la Turquie se sera au contraire évanouie comme un rêve.

Λ.